

Pour une 3ème journée d'action sur les migrations le 7 Octobre 2006, dans toute l'Europe et ailleurs

«Au nom de la lutte contre l'immigration clandestine, les gouvernements mettent en oeuvre une politique de répression et d'externalisation aux frontières des pays riches, à travers des camps, des refoulements, des expulsions, et la sélection de la force de travail.»

(extrait de l'Appel de Bamako (Mali) pour le respect et la dignité des migrants, adopté lors du Forum Social Mondial Polycentrique de janvier 2006)

Les politiques migratoires européennes transforment les migrants en «illégaux». L'«externalisation», l'une des principales mesures de l'Union européenne contre les mouvements et les luttes des migrations, installe hors d'Europe, en Afrique et en Europe de l'Est, des camps et d'autres instruments de contrôle des migrations.

Lorsqu'en octobre 2005 des milliers de migrants et de réfugiés ont ensemble pris d'assaut les enceintes des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, ils ont rendu à cet instant visibles pour l'opinion publique les revendications fondamentales de liberté de circulation et d'égalité des droits.

Les réactions inhumaines et barbares, tirs mortels et expulsions de masse vers le désert, ont révélé le degré croissant de conflit et la crise des politiques migratoires européennes.

Ces politiques sont pourtant en permanence défiées, de «l'extérieur» comme de l'intérieur des frontières. A travers toute l'Europe se déroulent tous les jours des luttes sociales et politiques, des manifestations et des campagnes contre les camps et les expulsions, pour le droit d'asile, pour la régularisation, pour des droits et une citoyenneté européens fondés sur la résidence et non la nationalité, et contre l'exploitation des travailleurs migrants. Ces luttes dépassent largement une conception étroite de l'identité européenne.

Ce nouvel appel collectif pour une journée d'action fait suite aux mobilisations du 31 janvier 2004 et du 2 avril 2005, première et seconde journées d'action sur les migrations dans plus de 50 villes d'Europe. Au Forum Social Européen d'Athènes de mai 2006, les migrations ont pour la première fois été un axe thématique à part entière. Un large réseau d'initiatives liées aux migrations a décidé, lors de l'assemblée finale du FSE, d'aller plus loin et de coordonner des actions le 7 octobre 2006.

Tout en tenant compte des conditions spécifiques des différentes luttes sur le plan régional et national, cette journée d'action vise à construire la résistance à l'échelle européenne, voire transcontinentale. Notre mobilisation sera un premier pas vers des activités centralisées au niveau européen, dans l'idée d'une manifestation commune en 2007, à Bruxelles ou tout autre lieu de même importance. Nous voulons considérer l'Europe comme un tout, et non comme une somme de gouvernements nationaux.

La date d'octobre a été choisie en mémoire des événements de Ceuta et Melilla de 2005. Nous voulons construire une coopération avec les initiatives africaines. Un jour d'action simultané dans les villes d'Afrique et d'Europe contribuerait à la construction d'un axe sur les migrations au prochain Forum Social Mondial qui aura lieu à Nairobi (Kenya) en janvier 2007, suivant en cela l'appel de Bamako déjà cité: « De Bamako à Nairobi, nous proposons une année de mobilisation internationale pour le droit de toute personne à circuler librement dans le monde et à décider de son propre avenir (.) Enfin, nous proposons une journée mondiale de mobilisation qui pourrait se tenir dans les lieux symboles des frontières (aéroports, camps de détention, ambassades, etc. »

Nous voulons insister sur la dimension globale des luttes de migrants actuelles. Nous voulons lier notre journée d'action aux futures initiatives et mobilisations de masse des mouvements de migrants américains.

La 3ème journée d'action sera dirigée contre le déni des droits, contre la criminalisation des migrants et contre tous les contrôles des migrations, et portera des revendications précises dans le cadre de la liberté de circulation et d'établissement :

- Pour la régularisation sans condition de tous les sans papiers en Europe et pour l'égalité des droits des migrants
- Pour la fermeture de tous les centres de détention en Europe et ailleurs
- Pour l'arrêt de toutes les expulsions et du processus d'externalisation
- Pour déconnecter le permis de séjour du contrat de travail, et contre la « précarité ».>

Pour l'envoi des signatures : action3@rezo.net